



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".  
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)  
N° 169 JUILLET (bis) 2003 - 4 € ISSN 0989-3237

## POUR QUE REVIVE LA FRANCE

par **Alain JUPPÉ**,

ancien premier ministre, président de l'UMP, député-maire de Bordeaux

*Intervention lors de la convention nationale du MIL (février 2003)*

Cher Raoul Béteille, chers amis permettez-moi de vous dire combien je suis heureux de participer à cette treizième convention du Mouvement Initiative et liberté. J'arrive de Bordeaux pour vous voir et je m'en réjouis tout à fait. Je voudrais saluer vos dirigeants, vos militants parmi lesquels je compte beaucoup d'amis. Je voudrais vous remercier de votre engagement constant, on l'a mesuré tout au long de l'année 2002. Les échéances électorales ont été nombreuses et décisives, présidentielles et législatives, et vous avez joué dans ces campagnes un rôle tout à fait décisif. Je voudrais également vous dire notre gratitude pour votre fidélité à un certain nombre de valeurs, à un idéal que vous résumez par la croix de Lorraine dans une cocarde et par votre triptyque : civique, gaulliste et patriote.

### LA FRANCE : ETAT DES LIEUX

Vous m'avez demandé de vous livrer quelques réflexions sur un sujet très ambitieux : «Faire revivre la France». Fort heureusement, la France n'est pas morte. Donc le libellé du sujet est peut-être un petit peu excessif. Mais elle mérite malgré tout d'être revivifiée et redressée. Au cours des

cinq dernières années, il est clair que notre pays s'est affaibli gravement.

C'est vrai notamment dans le domaine économique et social. La France a rétrogradé dans le peloton des nations les plus performantes en Europe ou hors d'Europe. Les raisons de cet affaiblissement sont connues : accroissement régulier des charges, réglementation outrancière et bien sûr les 35 heures. Nous n'avons pas pleinement profité de la croissance mondiale des années 98 à 2000, notre chômage structurel a même été aggravé.

Il existe une crise de confiance des Français envers leurs gouvernants, elle s'est accentuée pour aboutir au 21 avril 2002. L'une des raisons majeures de la désaffection des Français à la fois pour les urnes et pour les grands partis de gouvernement a été ce sentiment d'impuissance qui s'est créé au fil des années et au terme duquel les électrices et les électeurs avaient le sentiment que les gouvernements successifs étaient incapables de s'attaquer à un certain nombre de vrais problèmes.

Vous avez tous en tête la place qu'a occupée dans le débat présidentiel et législatif la question de la sécurité. Là aussi, il

y a un sentiment d'impuissance des gouvernements devant ce qui était ressenti de plus en plus par le citoyen comme la mise en cause d'une de leurs libertés fondamentales, c'est à dire la liberté d'être tranquille tout simplement chez soi, à l'école, dans sa cage d'escalier, dans les rues etc.

La cohésion nationale pâtit aussi de l'affaiblissement de deux autres valeurs.

**La valeur du travail.** Je suis frappé de voir aujourd'hui combien les mentalités ont évolué par rapport au travail qui apparaît de plus en plus, peut-être est-ce l'ultime victoire de l'idéologie marxiste, comme une aliénation et non pas comme une libération. Avec une sorte de fuite devant le travail qui se généralise. Je m'entretiens souvent avec des chefs d'entreprises ou des directeurs de ressources humaines qui me disent : « Il y a quelques années encore quand on recrutait un jeune cadre, les questions qu'il posait au moment de son embauche étaient de savoir combien il allait gagner et ce qu'il allait faire. Aujourd'hui très souvent la question tourne autour de ses droits à la RTT. »

**La capacité d'intégration dans la communauté française.** Sur ce dernier point nous avons tous eu un choc en entendant siffler la Marseillaise, illustration

parfaite d'une perte de valeurs. Pour redonner corps à notre politique d'intégration, le gouvernement a pris des mesures législatives fortes ; mais le problème est là : par manque de volonté politique ou par idéologie, les discriminations restent fortes dans la société française et, je le redis, mettent en cause notre modèle d'intégration au point que les communautarismes prennent la relève et minent un peu plus l'unité de la République.

On pourrait évidemment allonger ce constat et l'affiner. Mais pour essayer de faire revivre la France, si je reprends votre thématique, pour essayer de lui redonner de la force dans un monde où la compétition est de plus en plus impitoyable, nous devons être porteur d'un projet. Ce projet, c'est celui que Jacques Chirac a expliqué aux Français avant son élection. C'est celui que la majorité UMP a également relayé au moment des élections législatives.

## **RESTAURER L'ÉTAT**

Pour faire revivre la France, il faut d'abord restaurer l'État. Nous sommes attachés à une certaine vision de l'État. A un État fort, je ne répugne pas à employer le mot, en tout cas dans ses responsabilités propres, dans ses responsabilités régaliennes.

La première d'entre elles est évidemment la tranquillité publique, la sécurité des personnes et des biens et tout le monde s'accorde à reconnaître que dans ce domaine, sous l'impulsion de notre ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, avec l'implication également du garde des Sceaux Dominique Perben, le problème a été pris à bras le corps depuis le mois de juillet dernier. D'abord en dégageant des moyens matériels supplémentaires qui ont été l'objet de deux grandes lois de programmation votées par le Parlement dès le mois de juillet, la loi de programmation sur la police et la gendarmerie et celle sur la justice.

Je veux aussi évoquer la décentralisation. Celle-ci n'est pas une atteinte à l'unicité de notre pays. Au contraire, une décentrali-

sation intelligente et accompagnée permettra à l'État de se reconcentrer sur ses missions essentielles. C'est là la volonté du gouvernement. Je voudrais vous dire qu'il ne faut pas, à mon avis, avoir peur de cette décentralisation. Certains la critiquent. Toutes les sensibilités sont dans la vie politique et même au sein de l'UMP, certains sont plus jacobins, d'autres plus décentralisateurs, je pense que c'est un grand mouvement de progrès, je voudrais d'ailleurs vous rappeler que dès la fin des années 60, le général de Gaulle, une fois de plus, avait su anticiper ce mouvement de décentralisation et que son grand référendum sur la régionalisation de 1969 s'était heurté déjà à l'époque à des conservatismes. Bien évidemment la décentralisation ne doit pas être une source de complications supplémentaires pour nos concitoyens. La décentralisation réussira si toutes les composantes de notre organisation territoriales sont respectées et traitées également dans le respect de leurs compétences, que ce soient la Région, le Département, la Commune ou l'intercommunalité. La restauration de l'État est engagée comme le président de la République l'avait souhaitée lors de la campagne présidentielle.

## **RECONQUÊTE DE NOTRE ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**

La reconquête de notre attractivité économique et sociale nous impose d'être convaincants et clairs, car nous conduisons une politique en rupture avec ce qui a été accompli ces dernières années.

Les 35 heures et le financement public d'emplois subventionnés, si possible, dans la sphère publique : voilà la recette miracle qui nous était proposée contre le chômage. Cela a échoué. Si les 35 heures avaient été la bonne réponse au problème du chômage, il devrait y avoir moins de chômage aujourd'hui qu'elles sont pratiquement mises en œuvre un peu partout or ce n'est pas le cas. Vous savez que certaines composantes de l'ex-gauche plu-

rielle n'hésitaient pas aussi à nous promettre les 32 heures et les 30 heures.

Comme nous l'avions dit durant la campagne électorale, nous n'abrogeons pas les 35 heures considérées comme un acquis social par les Français, mais nous les assouplissons pour redonner de l'oxygène à nos entreprises notamment à nos petites et moyennes entreprises si malmenées depuis de nombreuses années. Il nous faut favoriser le retour en France d'entreprises européennes ou internationales découragées par les rigidités réglementaires françaises. Je vous rappellerai quelques décisions du gouvernement pour favoriser le retour de la France dans la compétition économique internationale : baisse de l'impôt sur le revenu, unification des SMIC, allègement des contraintes sur les entreprises, soutien à la consommation et mise en place d'une vraie politique de formation pour tous et en particulier pour nos jeunes. Dans ce domaine, une première bataille idéologique a été gagnée. Tout le monde a compris aujourd'hui que plus on facilitait l'osmose entre le système éducatif et le monde de l'entreprise, plus on donnait de chances à nos enfants d'accéder à un véritable emploi. Ce qui était une hérésie est devenu une nécessité.

## **SAUVER NOS SYSTÈMES DE SOLIDARITÉ**

Reconquérir notre attractivité, oui bien sûr. Mais pas au mépris de nos systèmes de solidarité, ni en favorisant une politique sauvage de l'emploi. Pour nous, gaullistes, il est essentiel de réconcilier la liberté d'entreprendre avec le sauvetage de nos systèmes de solidarité. Il est évident que la liberté d'entreprendre doit aller de pair avec la défense d'un modèle social auquel nous sommes attachés. Or ces systèmes de solidarité sont aujourd'hui menacés. J'en évoquerai deux : la retraite et la santé.

Sur la retraite, tout le monde a compris qu'une absence de réforme serait catastrophique pour

tous. Il ne s'agit pas de remettre en cause la situation de ceux qui vont partir en retraite mais de garantir et de sauver les retraites de ceux qui partiront en 2010, 2020 et au-delà. Cette réforme doit être progressive, concertée et respectueuse de trois grands principes : solidarité, équité et souplesse.

Solidarité entre les générations ; équité dans le rapprochement progressif des systèmes public et privé ; souplesse dans le choix du départ en retraite. Je sais que le gouvernement réfléchit à cette idée d'une modulation, à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays, qui pourrait être utile à la fois pour l'économie et pour chacun des intéressés.

Sur la santé, de gros problèmes se posent. La situation dans nos hôpitaux publics comme dans nos cliniques privées est aujourd'hui catastrophique du fait, notamment, des 35 heures. Une remise à plat de l'ensemble du dispositif de santé est en cours. Le gouvernement réfléchit et présentera à l'automne des solutions autres que la seule augmentation des cotisations.

Au delà de ces deux grands dossiers, retraite et santé, nous devons réfléchir sur les performances de nos services publics. Si nous voulons véritablement alléger le poids des impôts et des charges sur l'économie française, sur ceux qui travaillent, sur ceux qui créent, sur ceux qui entreprennent, nous ne pouvons pas agir comme nos prédécesseurs en augmentant les déficits, c'est-à-dire en créant de la dette que nos enfants auront à payer. Seule une réforme d'ensemble sauvera le présent pour garantir l'avenir.

## **REDONNER SA PLACE À LA FRANCE SUR L'ÉCHIQUIER MONDIAL**

Depuis la fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin, nous devons réaffirmer la place de notre pays dans le concert des Nations. La cohabitation de 5 ans a eu des effets pervers. Notre image

fut brouillée, l'exécutif à deux têtes laissait nos partenaires dans l'expectative. Heureusement, cette situation navrante est derrière nous. De nouveau, la France parle d'une seule voix, à tel point qu'un journal d'outre-Atlantique titrait « France is back (la France est de retour !). L'Europe a tout à gagner d'une France unie et forte. Bien sûr, ce retour sur la scène internationale ne se fait pas d'un seul coup, la confiance doit revenir ainsi que la crédibilité de nos positions. Bien sûr nous n'avons pas que des réussites, la voix de l'Europe unie se fait attendre, mais nous devons persévérer avec ceux qui nous soutiennent pour œuvrer à ce qu'un pôle européen voie le jour. Il faut que l'Europe existe sur la scène internationale. Et même si la France a un rôle moteur et leader à jouer, elle ne le jouera bien que si elle le joue en étroite concertation et au cœur d'une Union européenne qui fasse entendre sa voix. De nouveaux pôles émergent comme la Chine ou la Russie, l'Europe se doit d'être présente. Il nous faut continuer à œuvrer dans la construction d'un pôle européen, élaborer avec nos partenaires de nouvelles règles institutionnelles. C'est le rôle de la Convention et de la future conférence intergouvernementale qui donnera lieu à un traité que les Français devront ratifier en 2004. Il faut aussi poursuivre la construction d'un véritable outil de sécurité européenne.

## **LA MONDIALISATION**

N'ayons pas peur de ce mot et faisons en sorte qu'elle soit bénéfique pour tous. Nous devons travailler dans le sens d'une plus grande justice entre nations riches et nations pauvres. Pour plus d'humanité, pour éviter que le désespoir ne pousse certains pays à se réfugier dans le terrorisme ou à l'excuser, le comprendre. Jamais le monde ne sera paisible si la mondialisation, qui a par ailleurs des effets positifs, aboutit à accroître les inégalités entre riches et pauvres. Jacques Chirac a parlé de la

nécessité absolue pour tous d'une vraie politique d'aide au développement.

L'autre domaine dans lequel la France a un rôle à jouer sur le plan international et des initiatives à prendre (et Jacques Chirac a été particulièrement actif dans ce domaine), c'est bien sûr la sauvegarde de notre patrimoine naturel. Je suis encore sous le choc de ce que j'ai vu sur les plages landaises et girondines. Je crois qu'on n'a pas tort de dire que c'est un crime contre le patrimoine naturel de l'humanité. Là encore il va falloir sortir des discours qui se succèdent depuis 10 ans et agir réellement. D'autant que, si on en a la volonté politique, on en a les moyens. Aujourd'hui, par exemple, on sait parfaitement détecter les dégazages en mer. Il y a un système de repérage qui est extrêmement efficace par tout temps, la nuit comme lorsqu'il y a des nuages. Il faut se doter des moyens d'intervenir et de réprimer. J'espère que les menaces qui ont été proférées à l'encontre des responsables du naufrage du Prestige seront suivies d'effet et qu'il y aura bien des poursuites nationales et internationales contre ces véritables voyous des mers.

Jacques Chirac utilise souvent une formule qui au départ m'avait un peu surpris et dont je mesure bien aujourd'hui toute la force, il dit : « Il s'agit des droits de l'homme de demain ». On parle toujours des droits de l'homme d'aujourd'hui, cela nous intéresse naturellement très directement, mais on serait bien inspiré de penser aux droits de l'homme de demain. Les droits de l'homme de demain, c'est de vivre dans une planète qui soit vivable, qui ne soit pas un gigantesque dépotoir dont les équilibres fondamentaux seraient compromis. Et là il faut vraiment que nous nous mobilisions sur ces sujets. Nous avons certes des références que nous aimons rappeler comme celle de Georges Pompidou, qui le premier a créé un ministère de l'environnement en France et

même en Europe, confié à Robert Poujade. Mais peu à peu nous nous sommes laissé piquer, si je puis dire, tous ces sujets par des pseudo-spécialistes qui s'étaient peints en vert. Accompagner la mondialisation, ne pas la subir. Tel est notre devoir.

### AGIR ET RASSEMBLER

La tâche qui est devant nous est immense. Nous avons les idées, nous avons la foi, je voudrais insister en conclusion sur les moyens politiques de faire tout cela. Parce que depuis 20 ans, nous ne les avons jamais vraiment eus. Tout le monde a constaté que depuis 20 ans, chaque fois que nous avons reconquis le pouvoir, cela a été pour des périodes de deux ans. En deux ans, on ne fait rien de profond et de long. Et en 1997, si les choses se sont passées comme elles se sont passées, c'est parce que nous avons commis collectivement l'erreur historique de ne pas dissoudre en 1995 pour constituer une majorité unie autour du président de la République avec une espérance de vie politique de 5 ans. Nous n'avons pas le droit de décevoir les Français. Pour la première fois depuis 1981, nous avons

cinq ans devant nous et les moyens politiques adéquats, mais cela ne suffit pas. Il nous faut absolument la continuité, la stabilité et la durée. Il faut que nous préparions les choses sur la durée pour nous réapproprier notamment le terrain des idées. Il faut montrer aux Français qu'ils ont eu raison de nous faire confiance et qu'une nouvelle rupture serait catastrophique pour la France. Le combat à mener est là et pour cela il nous faut être rassemblés, unis.

Il faut renforcer l'union encore fragile qui s'est faite aux dernières législatives autour du président de la République. L'histoire récente nous montre que la désunion est le plus court chemin vers la défaite. Si en 2002, Jacques Chirac a gagné, c'est qu'il était le meilleur, mais aussi parce que l'union s'était mise en mouvement dès 2000. Si nous n'avions pas fait l'UMP au lendemain de l'élection présidentielle, nous n'aurions pas remporté la victoire qui permet aujourd'hui à Jean-Pierre Raffarin de s'appuyer sur une majorité solide à l'Assemblée et au Sénat. N'écoutez pas ceux qui vous disent que l'union est dangereuse, voir liberticide.

Nous ne sommes pas en Corée du Nord avec un parti unique ! Nous sommes dans la droite ligne de l'action du général de Gaulle. Toute l'action du général de Gaulle après 1945 et après 1958 a été de combattre le régime des partis, n'y revenons pas aujourd'hui. Son ambition a toujours été de constituer un rassemblement majoritaire, pas monopolistique naturellement, mais qui assure la stabilité dans la clarté. C'est cela que veulent les électeurs : de la clarté dans les choix qui leur sont proposés. Ils ne veulent plus des combinaisons des appareils des partis.

L'année prochaine, nous aurons des élections régionales, cantonales, européennes et sénatoriales. Notre union est la garantie de nos succès. Cela a été difficile de réaliser cette union. Chacun a fait un pas, sacrifiant un peu de son intérêt personnel à l'intérêt général. Nous devons continuer et renforcer notre union ; je sais que le MIL participera à ce combat en parfaite cohérence avec ses grands idéaux et avec ce triptyque : «civique, gaulliste et patriote».

**VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE**

Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181

## Demande d'adhésion

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... Portable ..... Télécopie ..... Courriel .....@  
Date et lieu de naissance ..... Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif  ou militant  ?  
Profession .....

- je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.  
 je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :  
 100 € ou plus     50 €     30 €     20 €  
 je souhaite adhérer (ou renouveler) mon adhésion au M.I.L. pour l'année ..... :  
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 €     Cotisation couple : 40 €     Cotisation simple : 25 €     Cotisation chômeur : 10 €  
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 €     Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €  
 je désire m'abonner à «Vigilance et Action» (pour les non adhérents) :  soutien : à partir de 160€     simple 30 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis-Rouquier 92300 Levallois-Perret  
Tél. 01 47 57 34 44 - Télécopie 01 47 57 34 24 - Courriel : m.i.l@noos.fr

## **MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE**

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.